

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle: **26404C**
Inscrit le 11 décembre 2009

Audience publique du 23 février 2010

**Appel interjeté par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
contre un jugement rendu le 2 décembre 2009 (n° 23650 du rôle) par le tribunal
administratif dans une affaire ayant opposé les consorts ... à deux décisions du
ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de statut de réfugié**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 26404C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 11 décembre 2009 par Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES, agissant en nom et pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré en date du 7 décembre 2009 par Monsieur Nicolas SCHMIT, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ministre actuellement compétent en la matière, dirigée contre un jugement rendu en matière de statut de réfugié par le tribunal administratif à la date du 2 décembre 2009, par lequel ledit tribunal a reçu et déclaré fondé le recours en réformation introduit le 12 novembre 2007 par Monsieur ..., né le ... à Pec (Kosovo), et son épouse Madame ..., née le ... à ...(Kosovo), agissant tant en leur nom personnel qu'en celui de leurs trois enfants mineurs ..., ... et ..., tous de nationalité serbe, demeurant actuellement ensemble à ..., ..., contre deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration des 29 août et 11 octobre 2007, la seconde confirmative – sur recours gracieux – de la première, portant rejet de leur demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire et leur ayant refusé le bénéfice de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 14 janvier 2010 par Maître Claude PENNING, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, en nom et pour compte des consorts ..., préqualifiés ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES, ainsi que Maître Claude PENNING en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique ordinaire du 11 février 2010.

Le 7 novembre 2002, Monsieur ... et son épouse, Madame ..., agissant tant en leur nom personnel qu'en celui de leurs enfants mineurs ..., ... et ... introduisirent oralement auprès du service compétent du ministère de la Justice une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

Monsieur ... fut entendu le 28 février 2003 par un agent du ministère de la Justice sur sa situation et sur les motifs à la base de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié ; tandis que Madame ... fut à son tour auditionnée le 4 mars 2003.

Par décision du 30 juin 2003, le ministre de la Justice informa Monsieur et Madame ... de ce que leur demande avait été rejetée au motif qu'ils n'allégueraient aucune crainte raisonnable de persécution susceptible de rendre leur vie intolérable dans leur pays d'origine, de sorte qu'aucune crainte justifiée de persécution en raisons d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un certain groupe social ne serait établie dans leur chef.

Suite à un recours gracieux formulé par lettre du 21 août 2003 à l'encontre de cette décision ministérielle, le ministre de la Justice prit une décision confirmative le 19 septembre 2003.

Le recours contentieux introduit à l'encontre desdites décisions ministérielles fut déclaré non fondé par un jugement du tribunal administratif du 10 mars 2004 (n° 17106 du rôle) et confirmé sur appel par un arrêt de la Cour administrative du 10 juin 2004 (n° 17916C du rôle).

Le 6 janvier 2005, Monsieur et Madame ... firent introduire une deuxième demande d'asile auprès du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Monsieur ... fut entendu en date des 2 décembre 2004, 6 janvier 2005 et 25 mai 2007. Madame ... fut entendue en date du 17 mars 2005.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration informa Monsieur ... et Madame ... par décision du 29 août 2007, leur envoyée par courrier recommandé expédié en date du 5 septembre 2007, de ce qu'ils ne sauraient bénéficier ni de la protection prévue par la Convention de Genève ni de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Le 8 octobre 2007, les époux ... firent introduire un recours gracieux à l'encontre de cette décision.

Par une décision du 11 octobre 2007, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration confirma sa décision prise antérieurement.

Par requête déposée le 12 novembre 2007, les époux ..., agissant tant en leur nom personnel qu'en celui de leurs enfants mineurs, saisirent le tribunal administratif d'un recours en réformation, sinon en annulation à l'encontre des deux décisions ministérielles de refus des 29 août et 11 octobre 2007.

Par jugement du 30 juin 2008 (n° 23650 du rôle) le tribunal administratif, après avoir retenu que le recours introduit était limité en ce qui concerne les décisions déferées au seul volet du refus du statut de réfugié et après avoir déclaré le recours principal en réformation recevable dans cette mesure, releva que l'un des motifs de refus de la décision ministérielle consistait à mettre en doute la crédibilité du récit des demandeurs au motif, d'une part, que les argumentations des secondes demandes d'asile des demandeurs seraient différentes de celles invoquées dans les premières demandes et, d'autre part, que Monsieur ... aurait refusé d'accepter le rendez-vous qui lui avait été proposé en vue d'une éventuelle collaboration avec les autorités luxembourgeoises (*i.e.* les services de renseignement).

Le tribunal retint encore plus particulièrement qu'il ne partagea pas l'analyse de la partie étatique en ce qui concerne la crédibilité des demandeurs, estimant que les explications formulées par les demandeurs étaient de nature à rendre leur récit plausible et à énerver les incohérences épinglées par l'Etat. Pour le surplus, il décida, avant tout autre progrès en cause, de faire procéder à un complément d'instruction moyennant une audition complémentaire des époux

Lesdites auditions eurent finalement lieu les 15 juillet et 17 juillet 2009.

L'Etat fut encore autorisé par les premiers juges à produire un rapport, daté du 30 octobre 2009, émanant du service de renseignement relatif au récit du demandeur, duquel se dégage en substance que les circonstances de recrutement par les services secrets alliés et leurs méthodes de travail, telles qu'alléguées par Monsieur ..., ne reflèteraient pas la manière de procéder usuelle.

Sur ce, par jugement du 2 décembre 2009, le tribunal administratif considéra le récit de Monsieur ... comme étant « *suffisamment crédible pour en déduire un risque de persécution du demandeur en cas de retour dans son pays d'origine* » et, réformant les deux décisions ministérielles litigieuses, accorda à Monsieur ... et à son épouse, Madame ..., ainsi qu'à leurs enfants mineurs ..., ... et le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève.

Pour arriver à cette conclusion, il estima que le récit de Monsieur ... tel qu'acté dans le rapport d'audition complémentaire du 15 juillet 2009 ne présente que peu de différences, si ce n'était d'être plus précis, avec celui déjà acté en date des 2 décembre 2004 et 6 janvier 2005, relativement à son recrutement en tant qu'auxiliaire afin de travailler pour les services secrets d'une puissance étrangère - la CIA - pour lesquels il aurait dû récolter des informations sur des criminels de guerre en fuite, et qu'il se serait vu ensuite confié par son interlocuteur bochniaque la mission d'éliminer certains Albanais qualifiés de traitres, d'une part, et que dès lors que le service de renseignement avait limité son appréciation à la partie du récit de Monsieur ... relative à son recrutement et aux modalités d'exécution de ses missions et qu'il se limitait à une affirmation non autrement précisée de ce que ce récit ne serait de ce point de vue pas crédible, d'autre part, pour conclure, au bénéfice du doute, que ses déclarations

étaient crédibles, cohérentes et non contredites par les informations générales et spécifiques disponibles.

Le 11 décembre 2009, l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg a interjeté appel contre le jugement précité du 2 décembre 2009.

Il est reproché aux premiers juges d'avoir réformé les décisions ministérielles de refus de la protection internationale litigieuses et d'avoir accordé le statut de réfugié à la famille

Selon le délégué du gouvernement, le raisonnement des premiers juges serait contradictoire en ce sens qu'après avoir pris l'initiative d'un complément d'enquête, ils puissent s'estimer ne pas être liés par l'appréciation faite par les services étatiques.

D'après la thèse étatique, le fait d'avoir ordonné ledit complément d'enquête permettrait de conclure que le tribunal estimait avoir, tout comme le ministre, le droit de s'entourer de tous éléments et renseignements pour évaluer la demande de la famille ... et qu'il aurait même eu besoin de renseignements complémentaires pour apprécier la demande d'asile de la famille

Or, dès lors que le service de renseignement aurait procédé à la mesure demandée dans le jugement *« et, pour éclairer le Tribunal, a rendu un avis lui permettant d'apprécier la crédibilité du récit lui soumis »* et qu'il serait *« évident que c'est essentiellement de cette appréciation qu'avait besoin le tribunal puisque, ignorant les pratiques en usage dans le monde des renseignements, le Tribunal avait besoin de se faire une idée de la foi qu'il pouvait accorder au récit de l'intimé, ... »*, le tribunal aurait été tenu de suivre les conclusions claires dudit service, d'après lequel le récit de l'intéressé ne serait pas vraisemblable.

Les intimés concluent en premier lieu à l'irrecevabilité de l'appel étatique pour ne pas suffire aux exigences de l'article 41 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, au motif de pêcher par un défaut de contenir un exposé des faits et la moindre indication des prétentions et pour se contenter *« de broder sur un moyen de droit »*.

Ce moyen d'irrecevabilité est à écarter, étant donné que l'objet de l'appel se dégage indubitablement de la requête d'appel, à savoir la réformation de l'appel, d'une part, et que de même, s'y trouve énoncé un exposé suffisamment précis d'un moyen de droit invoqué, d'autre part, ces deux éléments considérés ensemble constituant des éléments suffisants permettant au juge saisi d'apprécier l'étendue de la dévolution et à la partie intimé de préparer utilement son argumentaire de défense.

Au fond, c'est à juste titre que l'intimé conclut au rejet de l'appel pour manquer de fondement.

En effet, force est de constater que le raisonnement de l'appelante table sur la prémisse erronée que les premiers juges auraient été nécessairement liés par les conclusions du service de renseignement.

Dans ce contexte, force est de prime abord de noter que les premiers juges n'avaient point sollicité l'avis dudit service, mais que, pour compléter les éléments d'appréciation à leur

disposition, ils avaient fait droit à la demande des appelants de voir procéder à un complément d'instruction moyennant une audition complémentaire de chacun des époux

Il se dégage encore du jugement prévisé du 30 juin 2008, que ledit complément d'instruction avait été ordonné après que les premiers juges avaient retenu qu'avec les éléments d'information à leur disposition à l'époque, notamment des explications plausibles quant aux raisons d'un prétendu défaut de collaboration épinglé par la partie étatique, un manque de crédibilité ne pouvait être retenu et qu'il convenait de permettre aux demandeurs de s'expliquer plus en avant sur les motifs de persécution par eux invoqués.

Les premiers juges ne versent partant ni dans l'incohérence ni dans la contradiction, tout comme ils ne sont pas autrement critiquables en ce qu'ils ont estimé ne pas être liés par l'appréciation faite par le service de renseignement, mais qu'il leur appartenait de vérifier, concrètement, les éléments de fait gisant à la base de la décision déferée et de vérifier, le cas échéant, si l'administration n'avait pas commis une erreur de fait, en tenant pour établis des faits dont la réalité n'apparaît pas de façon certaine et indubitable des pièces du dossier. Dans ce cadre de sa mission d'appréciation des éléments de la cause, le tribunal a partant à bon escient pu considérer le rapport du service de renseignement – spontanément produit par la partie étatique – comme constituant un élément d'appréciation parmi tous les autres.

Bien que non expressément remis en discussion par l'appel de l'Etat, il n'y a point non plus de reproche à faire aux premiers juges en ce qu'ils ont retenu que faute de la moindre explication circonstanciée et documentée, la seule affirmation du service de renseignement selon laquelle le *modus operandi* décrit par Monsieur ... ne correspondrait pas aux usages des services secrets alliés n'est pas à elle seule de nature à énerver le récit – par ailleurs cohérent – de l'intéressé.

En l'absence d'autre moyen de réformation utilement soulevé, il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appel dirigé contre le jugement du 2 décembre 2009 est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit l'appel en la forme,

au fond, déclare l'appel non justifié et en déboute,

partant, confirme le jugement du 2 décembre 2009,

condamne l'Etat appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, premier conseiller,
Serge SCHROEDER, conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le premier conseiller en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence de la greffière de la Cour de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. CAMPILL

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 24 décembre 2015
Le greffier de la Cour administrative